



Les LegalTech vont-elles détruire les professionnels du droit ?

Fiche pratique publié le 07/11/2016, vu 996 fois, Auteur : [LegalTech](#)

Le terme ubérisation s’empare d’un domaine dans lequel on ne l’attendait pas forcément, le droit. Ce secteur, réputé intouchable, est en train de vivre une véritable révolution. En cause, des start-ups en rupture d’un modèle bien ancré mais à présent dépassé qui proposent de nouvelles solutions pour simplifier les démarches juridiques. Les professionnels doivent-ils s’inquiéter ?

Le terme ubérisation s’empare d’un domaine dans lequel on ne l’attendait pas forcément, le droit. Ce secteur, réputé intouchable, est en train de vivre une véritable révolution. En cause, des start-ups en rupture d’un modèle bien ancré mais à présent dépassé qui proposent de nouvelles solutions pour simplifier les démarches juridiques. Les professionnels doivent-ils s’inquiéter ?

Le digital au service du droit

Les nouvelles technologies s’invitent dans un secteur plutôt traditionnel qui jusqu’alors ne leur laissait pas une grande place, le droit. Plusieurs sociétés ont vu le jour ces derniers mois, proposant en ligne une série de services et d’outils avec un but clair, simplifier les démarches juridiques pour les professionnels et les particuliers. Face à l’engouement provoqué par cette révolution, les acteurs du droit français se sentent préoccupés, si ce n’est menacés, et sont poussés à sortir de leur zone de confort afin de suivre la tendance.

Si les procédés proposés par ces start-ups LegalTech ne vont, de l’avis général, pas inquiéter franchement les professionnels du droit, ils ont l’avantage de faire bouger les choses restées trop longtemps inchangées.

Ainsi, il est désormais possible de créer une entreprise en ligne, de s’acquitter d’une amende, de remplir un contrat de bail ou encore de divorcer sans passer par la case juge, de petites révolutions qui démocratisent le droit, lui offrant une nouvelle place accessible à tous.

La place des professionnels

Un temps inquiètes, les professions du juridique commencent à voir les avantages des LegalTech. Certes des mutations des formations et études juridiques sont en cours, et sans doute les futurs juristes devront, presque, faire office de nouveaux développeurs pour maîtriser toutes les subtilités du droit en ligne, mais il est difficile de prévoir la disparition pure et simple de certains métiers du juridique avec le développement de ces start-ups.

Pour ne pas se laisser doubler, beaucoup de professionnels ont choisi de devenir acteurs de cette modernisation, en composant avec ces innovations. Ils revoient leur manière de communiquer, proposent eux aussi des services en ligne, développent leurs plateformes et tirent des LegalTech

des avantages qu'ils avaient négligés, comme la facilité à toucher plus de clients. La cohabitation entre toutes les parties fonctionne encore !